

Réunion CENS 10 février 2017

Présents : Maria Amanti, Anne Anthore, Imane Boucenna, Edouard Boulat, Matteo Cacciari, Yves Charon, Adrian Daerr, Sara Ducci, Eric Herbert, Loïc Lanco, Laurent Ménard, Christophe Mora, Giuliano Orso, Alessandra Tonazzo,, Angela Vasanelli, , Marc-Antoine Verdier

Excusés : Cécile Roucelle (procuration), Jaysen Nelayah, Francesca Carosella

1) Rapporteurs pour l'avancement de grade

Imane Boucenna fait un résumé rapide du contexte : le bureau de l'UFR a proposé une liste de noms pour donner un avis motivé sur les demandes de promotions. Des rangs A ont été proposés pour évaluer des rangs A. Ceci déclenche des protestations, sachant qu'historiquement les rangs B ont toujours participé à l'évaluation des rangs B comme des rangs A, sans que cela pose de problème. Imane Boucenna mentionne qu'il y a plusieurs MCF à l'UFR capables de donner un retour intéressant sur les collègues, incluant les rangs A, mais elle rappelle que la décision de proposer une liste à valider rapidement a été prise par le bureau afin de pouvoir répondre rapidement au CNU.

Julien Browaeys a démissionné du CENS, et plus précisément de la foire aux enseignements, en symbole de protestation, dans un contexte qui a mis de côté les rangs B à deux reprises. Anne Anthore et Cécile Roucelle ont également précisé leur souhait que les rangs B ne soient pas mis de côté des décisions : cela pose un problème de motivation des rangs B dans un contexte difficile (quantité de travail importante, perspectives de promotion très faibles). Le départ de Julien Browaeys est une alerte à prendre en compte.

Anne Anthore pose également la question de l'utilité du CENS s'il n'est pas considéré comme légitime et si tout est rediscuté en CUFR. Angela Vasanelli demande également à ce qu'on précise le rôle des rapporteurs et le rôle du CENS. Matteo Cacciari répond que le rapporteur doit rapporter sur l'investissement pédagogique et administratif au niveau local, et mentionne les contraintes de temps à prendre en compte.

Sara Ducci mentionne qu'au CNU on utilise des grilles qui ne permettent pas vraiment de regarder le classement des UFR, et mentionne qu'on n'a peut-être pas besoin de faire un travail de rapporteur intensif. Un débat s'ensuit concernant le fait de faire un vrai rapport ou pas. Sara Ducci propose que juste pour cet avis le bureau fasse le classement, et que le vrai classement pour les promotions internes au mois de juin soit fait beaucoup plus sérieusement.

Yves Charon indique qu'à force de parler d'efficacité on perd en efficacité. Cette question de travailler dans l'urgence date d'il y a 30 ans, mais l'urgent est de rétablir la collégialité. Il y a des tensions sur lesquelles il faut travailler. Le fait que les B se soient toujours impliqués et « fassent le sale boulot » leur donne la légitimité pour être rapporteurs et donner un avis utile. Yves Charon pose la question d'un retour au comité des sages. Imane Boucenna répond que ça ne marchait pas vraiment.

Matteo Cacciari défend la nécessité de l'efficacité, et défend le sens qu'il y a ce que des rangs A évaluent des rangs A (entre autres la protection vis-à-vis de pressions extérieures, et la possibilité de se concentrer sur la recherche). Loïc Lanco remarque que le dommage collatéral de cette efficacité est une crispation, le fait que les rangs B se sentent moins légitimes à l'intérieur d'un CENS dont la légitimité elle-même est questionnée par le CUFR, et une perte de motivation d'une partie des forces vives de l'UFR. Yves Charon rebondit sur le fait qu'en cherchant l'efficacité on a eu une démission et on perd un temps fou à parler de points qui sont moins importants.

Matteo demande de bien distinguer la décision spécifique et ponctuelle concernant la liste des rapporteurs, et la légitimité des rangs B qu'il ne remet évidemment pas en cause. Les participants sont d'accord sur cette distinction. Christophe Mora propose que le bureau de l'UFR donne directement un avis pour cette liste n'ayant pas beaucoup d'importance (car peu utilisée par le CNU), mais que la procédure pour les promotions en local soit bien mieux préparée, à l'avance et en incluant un débat clarifiant le rôle du CENS. Cette proposition qui était également celle de Sara Ducci remporte l'adhésion, sous condition que ce débat soit de qualité.

2) Autoévaluation des formations – bilan HCERES

a) Point sur les « champs » d'évaluation

Nous avons demandé « Physique », le CFVU a mis la pression pour que ce soit « Physique-Chimie » afin de faire partie du même champ que Paris 13. L'UFR a suffisamment insisté pour que nous ayons bien deux dossiers séparés pour Paris 7 et Paris 13, sous deux champs différents. Vote du CA sur cette question le 21 février.

Paris 13 est d'ailleurs prête à ce que dans le cadre de son projet (2019-2023) ils aient deux mentions séparées Physique, Chimie, comme Paris Diderot. Cela relancera la discussion et la pression pour une homogénéisation et une évaluation de la cohérence « interne » entre Paris 7 et 13. Il faudra rester vigilant.

b) Point sur la procédure d'auto-évaluation

Le retour est demandé aux composantes pour avril 2017. Il y a un travail de plusieurs personnes à effectuer en particulier pour les niveaux L et M.

Christophe Mora pose la question d'à quoi sert l'évaluation de l'HCERES. Imane Boucenna répond, entre autres, qu'en étant bien évalué on gagne en attractivité. Sara Ducci mentionne que l'HCERES a déjà proposé de supprimer un parcours manquant d'étudiants (M2 pro).

L'HCERES ne donne pas de note et donne uniquement des avis, elle ne se prononce normalement pas sur le fait de fusionner. Par contre elle se prononce sur la cohérence du bilan, donc il faut faire attention à ne pas faire semblant d'une cohérence avec Paris 13 si les licences sont clairement séparées (ce qui est le cas).

Il faudra qu'on veille à ce que la Double Licence soit incluse dans la filière standard, et pas forcément mise à part. Ce sera un point positif pour la filière standard, comme l'étaient MedPhy et CPEI.

Il faut également proposer des noms d'experts en faisant attention aux conflits d'intérêt, probablement hors Ile de France.

Angela Vasanelli pose la question du rôle du département. Au précédent quadriennal le bilan et le projet étaient déposés dans un même dossier, ce qui demandait des discussions préalables entre UFR. Pour la partie bilan nous sommes plus indépendants, mais il faut veiller à ce que le travail de « remplissage de tableaux » ne soit pas fait deux fois.

Il est rappelé que le bilan est à faire sous forme de figure imposée, avec de nombreux critères standards, et qui ne nécessite pas forcément de discussions en profondeur. Yves Charon mentionne qu'on doit garder en tête la distinction entre le bilan rédigé en avril et la base de discussion pour notre future offre, qui devra aller plus loin et ne pas se contenter d'un bilan HCERES positif. Le contexte extérieur des bachelors et offres privées (et de l'Université considérée comme cinquième roue du carrosse par la DGESIP) devra également être posé.

Matteo Cacciari indique également qu'une discussion est prévue entre la CFVU et les formations, entre avril et octobre 2017, discussion qui inclura la question des crédits. Les participants mentionnent que c'est très tôt et que septembre-octobre est le minimum pour laisser du temps aux discussions.

Pour la réflexion future, la question est posée de demander l'avis des étudiants, en évitant de se baser sur seulement quelques étudiants.

Il est aussi mentionné la nécessité d'avoir toutes les fiches et tous les documents à remplir, ce qui n'est pas le cas actuellement.

c) Point sur CPEI

Angela Vasanelli présente quelques points de bilan pour CPEI : groupe renforcé en maths avec 9 ECTS de maths chaque semestre.

- L1 : 62 étudiants (2 gpes de TD, 4 gpes de TP)
- L2 : 51 étudiants (idem)
- Pas le droit de redoubler la première année, et à partir du 2nd semestre il y a des colles
- Nb de candidatures APB : augmentation nette au fil des ans – 1821 puis 2146 puis 2373 dossiers

Remplir la première année n'est pas difficile, le point difficile et dont on peut se réjouir est l'augmentation du nombre d'étudiants en L2. En effet il y a plusieurs années entre 15-20 étudiants restaient en L2.

Statistique sur les débouchés : cf annexe. CPEI nourrit aussi bien l'EIDD que les écoles CCP et les écoles sur dossier, et le L3. Ecoles obtenues sur dossier en L2 : ESPCO, IOGS, Supelec, Supmeca, Polytech, ECE, INSA, ISEP, UT Troyes, ESIEE, ENSIMAG.

Nouveauté : c'est la dernière année que le concours CCP existe, il faudra modifier le discours sur les brochures/maquettes/affiches. Du coup ça n'a aucun sens de faire une option concours, on peut défendre une option pour aller en L3 Physique.

Ceux qui sont à l'EIDD en provenance de L2 CPEI sont parmi les meilleurs de l'EIDD. Ceux qui vont en L3 vont soit en L3 Physique soit en L3 maths, ceux ayant choisi L3 physique étaient contents à notre connaissance. Plusieurs étudiants mentionnent qu'ils aimeraient bien tout de même garder la cohérence maths-physique.

Question de Christophe Mora sur la spécificité CPEI en termes de cours. Réponse d'Angela Vasanelli :

- 9 ECTS en maths à chaque semestre
- Français et anglais à chaque semestre
- Matières de Physique qui étaient au concours CCP, par exemple thermo et électromagnétisme (ondes et pas électrostatique)
- Pas la méthodo (mais 9 ECTS de maths), pas de projets non plus, ni UE d'informatique⁷
- Option chimie et option informatique, ceux qui choisissent chimie ne font pas d'informatique

Proposition d'Angela Vasanelli : offrir une option Physique en S4 pour orienter vers notre L3. Discussion également sur le fait de proposer une troisième année de CPEI, mais ceci ne peut pas être distingué de la discussion sur les autres parcours de la Licence, du fait des importants moyens nécessaires

d) Discussion sur la Licence

Petit résumé par Loïc Lanco des aspects positifs et négatifs concernant la Licence. Le sentiment est bon pour les L2-L3, notamment avec un équilibre qui a été trouvé entre les L2 standard et les L2 MedPhy + DLPC + CPEI qui viennent nourrir le L3. Les taux de réussite augmentent avec le niveau, de 40% typiquement en L1 à 60% en L2, puis 75% en L3 pour les étudiants qui viennent du L2 standard. Le retour des étudiants en L2-L3 est également bon, tant sur les maquettes que sur la façon de fonctionner (petits groupes, CC lorsqu'il n'est pas intensif). Il semble que le taux de passage du L3 au M1, qui a connu une forte baisse dans les années précédentes, est enfin remonté à un niveau satisfaisant. Ceci coïncide avec l'arrivée des étudiants en M1 ayant connu l'ensemble des nouvelles maquettes, du L1 au L3 (les étudiants des années précédentes avaient été à cheval sur deux maquettes).

La répartition dans les groupes est toutefois mentionnée comme très inégale entre filière standard très remplie en 2016-2017 et filières sélectives à petits groupes. Ce sont toutefois des situations qui varient d'une année à l'autre.

Un problème mentionné par Loïc Lanco est le L1 qui continue à faire ressortir deux populations : une qui va réussir à force de travail et une population « sacrifiée », ayant de très faibles résultats, des taux de présence en baisse au fil de l'année, mais des possibilités de réorientation très faibles qui amènent à recommencer le même échec d'une année à l'autre. Ainsi, Yves Charon pointe une grosse hémorragie en S2, avec des étudiants inscrits mais qui ne viennent pas aux examens : 137 présents sur 183 étudiants inscrits. Cela pose un problème du fait que ces étudiants sont des fantômes qui prennent des places. Et pourtant les amphis sont bondés au début du S1 (assis dans les escaliers), comme le mentionne Imane Boucenna.

Edouard Boulat pose la question d'une année entière « L0 » avant le L1 : plusieurs participants n'y croient pas, ou y croient tout en ayant conscience du problème des moyens

importants que cela demande. Imane Boucenna propose comme solution intermédiaire des cours de soutien en parallèle du L1.

Proposition d'Yves Charon : créer une filière destinée aux étudiants ne se destinant pas aux masters, pour les orienter vers les filières professionnelles, sans insister sur les parties les plus techniques du programme (exemple du rotationnel en coordonnées sphériques, qui ne passe pas et ne passera jamais pour une partie de la population d'étudiants).

Yves Charon fait également un retour sur le L, et mentionne qu'il était très sceptique au départ sur la méthodologie et sur le contrôle continu. Son bilan, avec le recul, est très positif pour la méthode, et positif pour le contrôle continu dans sa version raisonnable. Il reste le problème du rapport à l'étudiant : on n'est pas toujours suffisamment ferme par rapport aux étudiants, notamment ceux qui ne travaillent pas.

Loïc Lanco mentionne un point qui va encore plus poser problème pour l'attractivité du L1 : la DGESIP a décidé de traiter toutes les réorientations comme les néo-entrants, sur la base du tirage au sort et de la priorité géographique, sans intervention humaine. Suite à des protestations de la part de plusieurs présidents d'Université cela ne concernera, cette année du moins, que les réorientations externes (les réorientations internes seront gérées par e-candidat). Il n'en reste pas moins que le message envoyé aux élèves/parents d'élève est terrible : l'Université est utilisée comme déversoir pour la gestion des flux, contrairement à la totalité des autres filières qui ont le privilège de garder une approche humaine. Une perte d'attractivité est à redouter pour les bons étudiants issus de prépas, PACES externes à Paris 7, et IUT de bons niveaux, qui pourront choisir parmi un grand nombre d'autres offres éventuellement privées. A l'inverse, des étudiants n'ayant pas le niveau pourraient arriver en plus grand nombre qu'actuellement.

La discussion est appelée à se poursuivre dans les mois qui viennent afin de tenter de dégager des solutions viables.

e) Discussion sur le Master : reportée à un prochain CENS